

## FAMINES EN AFRIQUE : LE SCANDALE CONTINUE

Huguette Akplogan-Dossa<sup>1</sup>

Depuis le second semestre 2011, la Corne de l'Afrique est ravagée par la sécheresse. Cette énième crise alimentaire charrie son lot de maux : destruction de terres agricoles, mort du bétail, déplacements massifs des populations, pertes en vies humaines. Dès le début de l'année 2012, la crise s'est étendue à la région du Sahel. Les famines répétitives qui frappent aujourd'hui encore l'Afrique et d'autres régions sont la honte de notre monde globalisé toujours plus riche et plus performant.

Dans ces zones hautement vulnérables à l'insécurité alimentaire, la moindre baisse dans les récoltes, la recrudescence de l'instabilité politique ou encore la conjoncture sur les marchés internationaux peut faire basculer la vie de millions de personnes.

Alertés par les systèmes performants de prévision mis en place par diverses organisations internationales, les dirigeants de ces pays en crise ont pourtant été incapables d'y faire face et ont dû faire appel à l'assistance internationale qui, elle aussi, a failli à ses obligations. Si elle a été engendrée par la sécheresse, ce sont bien des facteurs humains qui ont transformé cette crise en une situation d'urgence fatale pour beaucoup.

### ÉTAT DES LIEUX EN 2012

Dans l'est de la Corne de l'Afrique, les cas les plus critiques sont ceux de l'Éthiopie, de la Somalie, des deux Soudan et du Kenya, où les niveaux de production agricole demeurent bien en deçà des besoins alimentaires des populations. Au Kenya, seuls 20% de la superficie du pays est cultivable alors que le pays connaît une croissance démographique de l'ordre d'un million de personnes par année<sup>2</sup>. De plus, la pression sur les ressources est renforcée par l'arrivée des centaines de milliers de déplacés en provenance de la Somalie voisine. « À 80 km de la frontière entre la Somalie et le Kenya, le complexe pour les réfugiés de Dadaab – connu comme étant le plus vaste camp de réfugiés au monde – a enregistré l'arrivée quotidienne d'environ 1 500 hommes, femmes et enfants, tous épuisés et affamés. Fuyant la famine qui frappe une vaste étendue du sud de la Somalie pratiquement inaccessible aux humanitaires, des milliers de réfugiés ont marché des jours, voire des semaines durant, pour atteindre les secours. L'ONU estime à plus de 12,4 millions le nombre de personnes ayant besoin en urgence d'assistance humanitaire, y compris de nourriture, d'eau et de soins médicaux au cœur de cette sécheresse qui frappe l'est de la Corne de l'Afrique »<sup>3</sup>.

Aussi, le conflit entre les deux parties du Soudan et le déplacement de populations qui en résulte ont-ils largement aggravé la situation. Au Sud-Soudan, le nombre de personnes victimes d'insécurité alimentaire est passé de 3,3 millions en 2011 à 4,7 millions en 2012<sup>4</sup>. En outre, les organisations humanitaires peinant à accéder aux victimes dans ce contexte de violence, des vies sont perdues<sup>5</sup>.

Au début de l'année 2012, plusieurs pays du Sahel ont annoncé une balance céréalière déficitaire pour l'année<sup>6</sup>. Le Niger, le Burkina Faso et le Mali sont les pays les plus vulnérables. Les programmes d'urgence mis en place par les autorités du Niger et du Mali (appui à l'irrigation, distribution de céréales, etc.) ne comblent pas encore les attentes. Au Burkina Faso, on assiste au tarissement des points d'eau et à la raréfaction du pâturage, ce qui pousse à la transhumance sur le territoire national ainsi que vers les pays voisins. Tous ces facteurs, ajoutés à la recrudescence de l'insécurité politique au Nigeria et les troubles au Mali, ont mené à la crise. Les stratégies de survie (vente de bétail pour se procurer des céréales, prise d'un seul repas par jour) sont fréquemment observées<sup>7</sup>.

Dans ces régions en crise, les populations se retrouvent forcées de dépendre de l'assistance alimentaire internationale. L'aide alimentaire distribuée par les organisations humanitaires ou dans le cadre des mesures d'urgence mises en place par les États concernés est rarement adéquate. Les rations de secours sont le plus souvent constituées d'aliments

- 1 Huguette Akplogan-Dossa est la coordinatrice régionale du Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA) qui œuvre pour la reconnaissance et l'application de ce droit sur le continent. Mme Akplogan-Dossa est également présidente de la Commission économie et finances du Conseil économique et social (CES) de la République du Bénin. L'auteure remercie Bernhard Walter et Peter Prove pour leur aide précieuse lors de la révision de cet article. Le contenu du présent article n'engage que la responsabilité de l'auteure.
- 2 "Kenya Faces Chronic Food Shortages", *Feed the Future*, <http://www.feedthefuture.gov/country/kenya>.
- 3 R. Shah, "On the Ground in the Horn of Africa", *USAID*, 9 août 2011. <http://blog.usaid.gov/2011/08/on-the-ground-in-the-horn-of-africa/> (traduction libre de l'auteur).
- 4 S. Ahmend et S. Samkange, *Crop and Food Security Assessment Mission to South Sudan*, FAO et PAM, 8 février 2012. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp244901.pdf>.
- 5 PAM, *Une course contre la montre pour atteindre ceux qui ont faim au Sud-Soudan*, 24 février 2012. <http://fr.wfp.org/histoires/course-contre-montre-pour-atteindre-ceux-qui-ont-faim-au-sud-soudan>.
- 6 Au Niger, le déficit céréalière équivaut à environ 18% des besoins nationaux. En conséquence, 55% des ménages sont dans une situation d'insécurité alimentaire dont 8,5% en insécurité alimentaire « sévère ». De plus, 23,1% de la population est classé « à risque » et peut basculer en situation d'insécurité alimentaire si aucune intervention n'est faite en leur faveur. Les données présentées dans ce paragraphe sont disponibles dans *Afrique verte internationale*, « Situation alimentaire au Burkina – Mali – Niger », février 2012, et aussi dans la *Note conjointe sur l'évaluation des marchés et la situation alimentaire au Sahel*, tous deux disponibles sur <http://www.cilss.bf>.
- 7 *Afrique verte internationale*, op. cit., note 6.

- 8 H. Fomba, « Crise alimentaire au Sahel : Oxfam tire la sonnette d'alarme », *Afrik*, 12 mars 2012. [www.afrik.com/article/25051.html](http://www.afrik.com/article/25051.html).
- 9 Ibid.
- 10 OCHA, *Sahel Food Crisis 2012 : État des financements*, 10 juin 2012. <http://ochaonline.un.org/UrgencesEmergences/Sahel2012/FundingSahel2012/tabid/7801/language/fr-FR/Default.aspx>.
- 11 PAM, *WFP Operational Priorities*, mai 2012. <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp248217.pdf>.
- 12 On note pour les avancées concrètes du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), la signature effective par quinze pays d'Afrique de l'Ouest, faisant passer à 24 le nombre de pays signataires, 18 pays disposant de leur plan d'investissement. La plupart des États touchés par la crise alimentaire sont signataires du Programme qui les oblige à attribuer 10% de leur budget annuel à l'investissement agricole.
- O. Roukiattou, 7<sup>e</sup> Réunion du PDDAA : les parties prenantes réfléchissent sur leur responsabilité mutuelle, [www.nepad.org/fr/foodsecurity](http://www.nepad.org/fr/foodsecurity).
- 13 Banque mondiale, « L'agriculture au service du développement », *Rapport sur le développement dans le monde*, 2008. Cité par <http://partners.cta.int/INADES%20Formation%20SG/Documents/Contexte%20de%20l%27agriculture%20familiale%20en%20Arique.doc>.
- 14 Selon une étude réalisée par la CNOP et la Via Campesina, en 2011, le gouvernement éthiopien a loué ou vendu 3,6 millions d'ha à des firmes étrangères (Inde, Arabie saoudite, Europe, Israël) alors qu'au même moment des organisations humanitaires cherchaient des fonds pour combattre la famine croissante causée par la perte des moyens de subsistance de la population rurale du pays. Le Kenya, la Tanzanie, le Niger et d'autres pays de l'Afrique de l'Est et du Sahel n'échappent pas à ce phénomène d'accaparement des terres qui pousse les populations rurales à la misère et à l'exil. CNOP, Via Campesina et CJ, « Stop aux accaparements des terres », *note de la communication à l'Atelier sur l'accaparement des terres*, Bénin, 8 et 9 février 2012.
- 15 Pour plus d'informations, consulter [www.fao.org/news/story/fr/item/50519/icode/](http://www.fao.org/news/story/fr/item/50519/icode/).
- 16 Friends of the Earth Europe, *Farming Money: How European Banks and Private Finance Profit from Food Speculation and Land Grabs*, 12 janvier 2012. [www.foeeurope.org/farming-money-jan2012](http://www.foeeurope.org/farming-money-jan2012). Ce document est disponible sur le site de l'Observatoire : [www.rtfri-watch.org/fr/home/observatoire-2012/sources-principales/](http://www.rtfri-watch.org/fr/home/observatoire-2012/sources-principales/).

de base, tels que le lait industriel, l'huile, les céréales (principalement du blé), ainsi que de composés alimentaires industriels protéinés, et ne répondent pas aux besoins spécifiques des différents groupes (nourrissons, enfants, femmes enceintes, mères allaitantes, etc.). Pour survivre, des millions de personnes de ces régions sont condamnées à un rythme effréné de déplacements et d'adaptation. À défaut de pouvoir produire leur propre nourriture, les bénéficiaires de l'aide perdent leurs habitudes alimentaires.

Ce déséquilibre alimentaire peut ainsi entraîner une sous-alimentation, en particulier des groupes les plus vulnérables. « Au Tchad, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et au nord du Sénégal, les taux de malnutrition oscillent entre 10 et 15%, et dépassent même le seuil d'urgence de 15% dans certaines régions. Plus d'un million d'enfants font face à un risque de malnutrition sévère »<sup>8</sup>.

En perdant la maîtrise de leur système alimentaire, ces États sont subjugués dans leur rôle de garants de la sécurité alimentaire et du droit à une alimentation adéquate de leurs populations par la communauté internationale et les agences humanitaires.

Cela étant, cette aide est indispensable à la survie de millions de personnes en détresse. On estime à 700 millions de dollars le montant des aides nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires dans la Corne de l'Afrique. L'aide fournie s'est révélée bien en deçà<sup>9</sup>. Dans la région du Sahel, sur 1,5 milliard de dollars nécessaires pour parer au pire, seuls 43% de ce montant ont été réunis<sup>10</sup>. En effet, les budgets des agences de secours, comme le Programme alimentaire mondial (PAM) ont été drastiquement réduits suite à la crise financière et ne suffisent plus à combler les besoins exprimés<sup>11</sup>.

La situation, restée périlleuse dans certains de ces pays jusqu'au début du mois de juin 2012, pourrait s'améliorer globalement avec les pluviométries observées cette année. Elle nécessite, cependant, des interventions préventives pour les mois à venir.

## LE MÉCANISME DES FAMINES

La sécheresse, même aggravée par les conséquences du changement climatique en Afrique, n'est plus une fatalité de nos jours en raison des signaux d'alerte précoce qui la déterminent.

Ces crises auraient dû être évitées, des milliers de vie auraient dû être sauvées. La responsabilité en incombe, en premier lieu, aux États concernés qui n'engagent pas assez de politiques pérennes et préventives face aux aléas climatiques et aux crises récurrentes. Bien que l'agriculture figure comme priorité dans la plupart des politiques des États de ces régions<sup>12</sup>, la réalité sur le terrain est toute autre. On observe un manque flagrant de vision des autorités qui ne font rien pour développer de manière durable la productivité de la petite agriculture alors qu'elle représente 80% du secteur primaire sur le continent et emploie 60% de la population active en Afrique sub-saharienne<sup>13</sup>.

La vulnérabilité de ces pays n'est pas une fatalité compte tenu du potentiel agricole et de la disponibilité des ressources existantes. Pourtant, certains États, comme l'Éthiopie par exemple, font de mauvais choix de développement agricole en cédant de grandes superficies cultivables à des firmes étrangères qui produisent principalement pour l'exportation<sup>14</sup>.

Cependant, il ne faut pas oublier que confrontés à la spéculation sur les prix des matières premières sur les marchés locaux et internationaux, à la mainmise des institutions financières sur leurs budgets nationaux, aux mauvaises stratégies agricoles et de développement rural mises en place par leurs prédécesseurs, à l'instabilité politique ainsi qu'aux conséquences du changement climatique sur les cultures et le bétail, les gouvernements de ces pays ont une marge de manœuvre très limitée.

La responsabilité de la communauté internationale ne saurait être minimisée. Depuis la crise des prix des denrées alimentaires de 2008, les prix des aliments de base sont restés très élevés<sup>15</sup>. La crise financière internationale a également engendré un assaut spéculatif sur les matières premières<sup>16</sup>. Ces facteurs grèvent le budget des pays en crise qui importent la majorité de leur nourriture et aggravent la vulnérabilité chronique de ces régions.

De plus, l'inertie face aux signes avant-coureurs (sécheresse, dégradation du climat politique, prévisions des systèmes d'alerte) dans la plupart des zones touchées et la non-réponse aux besoins estimés une fois la crise déclenchée représentent un scandale qui doit être dénoncé et condamné. Un rapport sur la réponse tardive de la communauté interna-

tionale à la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique, publié par Save the Children et Oxfam, a souligné que les systèmes d'alerte précoce ont très bien fonctionné, dispensant des prévisions précises et en temps opportun sur la crise imminente<sup>17</sup>. Ce sont les dirigeants aux niveaux national et international qui, en l'absence de certitude absolue, ont choisi de ne pas réagir, préférant risquer des vies et engager des coûts inutiles plutôt que d'encourir le risque financier et de réputation modeste qu'aurait suscité leur action sur la base de prédictions. De plus, la persistance de la division artificielle entre l'action humanitaire d'urgence et le travail de développement à plus long terme a entravé l'extension rapide de la réponse des acteurs humanitaires. S'agissant tout particulièrement des contextes de vulnérabilité chronique comme dans la Corne de l'Afrique, le rapport suggère que l'analyse et la gestion des risques doivent être intégrées dans la conception des programmes à plus long terme, de sorte que les sécheresses soient considérées comme faisant partie intégrante de l'environnement actuel plutôt que comme un choc inattendu.

En effet, du point de vue du droit international, si les États concernés doivent s'engager « au maximum de [leurs] ressources disponibles » pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) de leurs populations, « l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique » sont également une obligation pour le reste de la communauté des États<sup>18</sup>. Ces efforts d'urgence attendus de la part de la communauté internationale devraient s'orienter plus efficacement dans l'allocation de fonds aux petits producteurs pour accompagner la culture de contre-saison.

## CONCLUSION

Les crises alimentaires qui se répètent et sévissent en Afrique fragilisent l'autodétermination des populations de la région et leur capacité d'opérer des choix répondant à leurs propres besoins nutritionnels. Ce schéma illustre les priorités immorales du monde actuel et son fonctionnement de pompier pyromane. L'absence de régulation et la spéculation qui sévit sur le marché des matières premières sont à l'origine de la mort d'êtres humains. La logique de la recherche du profit à tout prix doit être abolie.

Tous les acteurs doivent se remettre en cause et s'engager à ce que ces drames ne se produisent plus. Les États de ces régions en crise doivent reprendre le contrôle sur leur système alimentaire en appliquant des politiques agricoles et économiques mettant l'accent sur les besoins des populations. C'est à eux, en premier lieu, de trouver des solutions adaptées à leur contexte national. Il est également du devoir de tous les autres États de les y aider. Un soutien marqué à la petite agriculture et la constitution de réserves auraient un impact sensible sur la production locale de denrées et pourraient infléchir les chocs des prix sur les marchés locaux, et ainsi empêcher l'aggravation de crises à venir<sup>19</sup>.

L'éveil des consciences des acteurs à tous les niveaux sur l'enjeu climatique en Afrique doit être une priorité. Les organismes onusiens doivent réviser leurs programmes d'investissement et de développement dans cette partie de la planète, et exiger de leurs membres le respect de leurs obligations relatives aux droits humains. Il est également essentiel de donner les moyens aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins des populations en détresse. Quant à la société civile, son rôle est d'informer ses pairs sur les enjeux de la lutte pour la sécurité alimentaire et la réalisation du droit à une alimentation adéquate.

Pour l'heure, des milliers de personnes meurent toujours dans le camp de Dadaab et ailleurs. La communauté humaine internationale a le devoir de se mobiliser pour les sauver.

17 Oxfam, Save the Children, *Un retard dangereux : Le coût d'une réponse tardive à des alertes précoces lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique*, 18 janvier 2012. [www.oxfam.org/fr/policy/un-retard-dangereux](http://www.oxfam.org/fr/policy/un-retard-dangereux). Ce document est disponible sur le site de l'Observatoire : [www.rtfm-watch.org/fr/home/observatoire-2012/sources-principales/](http://www.rtfm-watch.org/fr/home/observatoire-2012/sources-principales/).

18 Assemblée générale des Nations Unies, *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (2200A XX), Article. 2.1, 16 décembre 1966. [www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm](http://www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm).

19 Par exemple, le Tchad et le Burkina Faso ont pu atténuer les effets de la crise en réorientant diligemment des investissements dans des cultures de contre-saison.